

**17 octobre 2001**

## **Thèses pour un temps de guerre néolibérale**



1. L'attaque terroriste (défini comme le recours à la violence ou la menace de violence contre des civils innocents pour des buts politiques) du World Trade Centre et du Pentagone marque un tournant conjoncturel majeur. On assiste au début d'une guerre dont il est très difficile de prévoir l'extension géographique, la durée, la stratégie et les tactiques.
2. En leur temps, il a été tout aussi difficile de prévoir les mêmes paramètres pour les première et deuxième guerres mondiales comme pour la guerre froide (1947-1989) qui fut chaude dans maints pays dépendants et même mondialement lors des guerres de Corée et du Vietnam.
3. Cette guerre, que l'on pourrait qualifier de **guerre néolibérale**, synthétise les caractéristiques de l'offensive néolibérale des 20 dernières années et celles de la guerre froide.
4. Les buts économiques réels et publiquement inavouables de cette guerre néolibérale sont l'extension et l'approfondissement des politiques néolibérales dans le cadre d'un maccarthysme et d'une économie de guerre permanente.
5. Les buts politiques réels, et tout aussi inavouables, de cette guerre néolibérale sont la consolidation du camp impérialiste sous gouverne états-unienne dans le cadre de l'OTAN et le ralliement des classes dirigeantes des pays dépendants à son « nouvel ordre mondial ». Cette nouvelle Sainte Alliance se construit contre les classes travailleuses et les peuples du monde, en premier lieu ceux des pays dépendants.
6. La politique des pays impérialistes non hégémoniques devra s'ajuster à celle des États-Unis. L'Union européenne (et le Japon), sans capacité importante d'interventionnisme militaire, dépend trop du pétrole moyen-oriental, plus encore que les ÉU, pour rompre la grande coalition ou y imposer une autre stratégie.
7. Le Canada, prisonnier de l'ALÉNA, devra consentir à un périmètre de sécurité ÉU-Canada pour conserver la fluidité de sa frontière, avec à

l'avenant la restriction des libertés civiles en particulier des personnes immigrées et réfugiées et des communautés culturelles. Sa dépendance envers les ÉU est telle qu'il lui faut participer pleinement à l'effort de guerre. Suivra éventuellement l'augmentation significative des dépenses militaires et, graduellement, l'harmonisation des politiques sociales.

8. Le sentiment sécuritaire, comme les politiques néolibérales dont les provinces furent les impopulaires exécutrices, renforce la tendance au centralisme dans l'État canadien. Le gouvernement fédéral, ayant l'initiative des politiques militaire et extérieure, rallie la « nation » derrière le drapeau contre l'ennemi extérieur. L'heure est à l'unité. Le gouvernement péquiste met en sourdine la promotion de la souveraineté et essaie de jouer la carte de la « sécurité économique » pour sauver les meubles. Mais le PLQ, malgré son chef, gagne du terrain. Tout ce que peut lui opposer le PQ c'est la perspective d'autres coupures pour sauver le déficit zéro de la crise. Le budget hâtif de l'automne ne trompera personne.
9. L'anti-communisme de la guerre froide, après 10 ans de tâtonnements idéologiques pour lui trouver un substitut, est remplacé par l'antiterrorisme. Le « nouvel ordre mondial » en panne de Bush père vient de s'incarner par Bush fils.
10. Pour les classes travailleuses des pays impérialistes, la guerre néolibérale signifiera une offensive de privatisation des services publics et des programmes sociaux avec un accompagnement « d'économie sociale » et de « revenu de citoyenneté » de sorte à généraliser les rapports marchands. Elle signifiera aussi restriction des libertés civiles, autocensure, quadrillage de la gauche, davantage de répression et une acceptation de la menace terroriste en sol impérialiste.
11. Pour les peuples des pays dépendants, la guerre néolibérale signifiera une offensive de re-colonisation. Les multinationales impérialistes voudront s'emparer des joyaux de leur économie, du secteur public comme du secteur privé. On voudra cautionner des régimes anti-autoritaires résolument « anti-terroristes » qui coopéreront étroitement avec l'impérialisme. On tendra à abandonner à son sort une population « en surplus », souvent majoritaire. Les États à faibles racines sociales seront laissés à leur déliquescence. S'ils ne se contentent pas de secours d'urgence, les peuples des États récalcitrants risqueront de subir les conséquences de leurs révoltes, de l'embargo aux bombardements.
12. Ces politiques réactionnaires n'excluent pas des concessions judicieuses pour faire accepter un train de mesures de droites. L'État providence fera place à la « lutte contre la pauvreté » et à des opérations humanitaires médiatisées envers les pays dépendants. Cette mince couche de sucre sur une pilule des plus amères sera le côté carotte d'un rude bâton.

13. L'État néolibéral apparaîtra pour ce qu'il est, non pas un État minimum mais un État fort avec un appareil militaire et de répression qui se financera à même l'abandon ou la privatisation de grands pans de l'État providence tout en maintenant une politique fiscale conservatrice et un interventionnisme réglementaire pro-entreprise.
14. Il ne faut pas escompter une politique du « beurre et des canons » de l'ère Kennedy/Johnson. L'effort de guerre états-unien, et éventuellement des autres pays impérialistes, ne se laissera pas cependant entraver par une quelconque politique de déficit zéro d'autant plus qu'il requiert une sortie rapide de la récession pour conserver l'appui des classes populaires. Si l'effort de guerre le requiert ou si la crise est forte, le gouvernement états-unien n'hésitera pas à en revenir au keynésianisme militaire de l'ère Reagan d'autant plus que les déficits serviront de refuge aux capitaux affolés par l'éclatement de la bulle spéculative.
15. Les forces capitalistes ne pouvaient plus continuer comme avant car elles ont perdu la guerre idéologique du néolibéralisme comme « pensée unique ». L'absence de légitimité des politiques néolibérales est la source de la résistance souvent victorieuse des classes travailleuses. L'attaque terroriste du 11 septembre se révèle salutaire pour sauver la stratégie néolibérale d'un mouvement mondial de riposte en développement depuis 1994-1995. Cette attaque permet d'amalgamer terrorisme et mouvement anti-globalisation de sorte à mettre ce dernier sur la défensive. Pour au moins un temps, les forces néolibérales, en montrant au grand jour leur visage impérialiste, ont repris l'initiative.
16. En Amérique latine et dans les Caraïbes, que l'impérialisme états-unien considère comme leur chasse gardée, d'importants mouvements de masse se sont développés notamment en Argentine, au Brésil et dans les pays andins. La crise de 1997-1998 a ruiné l'apparent succès néolibéral qu'étaient les tigres et les dragons de l'Asie du Pacifique, ce qui n'a pas manqué d'y causer d'importants mouvements de riposte.
17. Dans les pays impérialistes, cette résistance a provoqué le rejet de l'AMI et surtout l'échec de la ronde du millénaire à Seattle. Ces échecs, le capitalisme n'arrivait pas à les surmonter comme l'a montré l'échec du Sommet du G-7 à Gênes et comme allait probablement le démontrer le Sommet de l'OMC au Qatar.
18. Depuis septembre 2000, l'impérialisme se heurte à l'intifada du peuple palestinien qui menace sa mainmise, en particulier de l'impérialisme états-unien, sur le Moyen-Orient. Le « nouvel ordre mondial » s'en trouvait menacé dans ses fondements.

19. La mainmise sur le Moyen-Orient est indispensable au contrôle du pétrole abondant et bon marché dont seul cette région est dépositaire. À terme, cette mainmise est aussi nécessaire au contrôle du pétrole de la région de la mer Caspienne, l'éventuelle source de remplacement, qu'un pipeline Afghanistan-Pakistan évacuerait au moindre coût tout en désenclavant le Golfe arabo-persique. Or le pétrole abondant et bon marché est le sang du système de libre-échange (et annonce la rupture de l'équilibre écologique de la planète).
20. Le mouvement anti-globalisation n'avait pas compris l'importance capitale de la lutte du peuple palestinien pour sa libération comme étant un grave coup porté au maillon faible de l'impérialisme libre-échangiste. Cette faiblesse du mouvement anti-globalisation provient de son caractère relativement trop Nordique, d'une faible participation des peuples d'Asie et d'Afrique pour ce qui est de la présence du Sud, mais surtout elle provient de sa sous-estimation des luttes nationales en général et des luttes de libération nationale en particulier.
21. Ce point aveugle du mouvement anti-globalisation est dû à sa conception de la lutte sociale à un affrontement, essentiellement socio-économique, de mouvements contre les institutions de Bretton Wood au service du capital financier et des transnationales, et non comme une lutte de classe, essentiellement politique, des prolétariats et des peuples contre le système impérialiste des États capitalistes.
22. La lutte pour la conquête de l'État n'est pas un enjeu du mouvement anti-globalisation. Elle est même vue comme une erreur stratégique ce qui fait voir les partis avec méfiance. En résulte une marginalisation des luttes politiques comme les luttes de libération nationale quand ce n'est pas un amalgame entre lutte anti-impérialiste et nationalisme dont souvent on ne voit que les pires excès. Bien sûr, le caractère corrompu, autoritaire et pro-impérialiste de la direction palestinienne, et celui réactionnaire et terroriste de ses plus importants opposants, ont contribué à créer la confusion.
23. *Last but not the least*, le système de libre-échange s'enlisait dans une crise économique importante dont le centre de gravité étaient les ÉU et qui paraissait capable d'entraîner l'Union européenne et le Japon puis le monde entier. La spéculation boursière sans précédent dans le monde et les très importants déséquilibres financiers et commerciaux des ÉU annonçaient une crise profonde une fois épuisées les marges de manœuvre qui restaient, dans un cadre néolibéral, aux politiques monétaire et fiscale.
24. L'économie de guerre excusera au besoin la rupture partielle du cadre néolibéral pour le sauver et le renforcer. Stratégiquement, l'impérialisme utilisera la menace militaire pour créer les conditions politiques afin d'amorcer une nouvelle onde longue expansive. Les politiques néolibérales ont certes

créé les conditions économiques et techniques de cette amorce au niveau du taux d'exploitation, d'un pool disponible de technologies émergentes et de la concentration du capital. Mais la normalisation néolibérale, telles que stipulée par l'AMI, et l'installation de régimes stables à l'avenant n'ont pas été réalisées dans les grands pays dépendants pour permettre cette grande vague d'investissements qui relancerait la croissance mondiale moyennant un financement sur la base de l'épargne prolétarienne.

25. Tout comme la poussée révolutionnaire résultant de la Deuxième guerre mondiale avait été entravée par le stalinisme et la social-démocratie, la présente poussée anti-néolibérale et anti-impérialiste est entravée par la «crise du socialisme». La nécessaire élaboration programmatique et la construction de partis et fronts unis capables de rendre crédible une alternative socialiste retardent sur le développement du mouvement anti-néolibéral et anti-impérialiste.
26. Le vide idéologique et politique a été partiellement comblé, dans les pays dépendants, par des forces ultra-nationalistes et fondamentalistes. Certaines de ces forces sont prêtes à imiter le terrorisme d'État des puissances impérialistes en utilisant les moyens à leur portée et la tactique kamikaze.
27. L'impérialisme américain a historiquement eu recours aux États fondamentalistes sunnite et sioniste que sont l'Arabie Saoudite et Israël contre les nationalismes arabes appuyés par l'URSS. Pour combattre l'invasion de l'Afghanistan par l'URSS, il s'appuya ensuite sur des groupes fondamentalistes sunnites dont Al-Qaïda et les pré-Talibans.
28. L'aggravation du terrorisme d'État impérialiste et sioniste contre l'Iraq et la Palestine, depuis le démantèlement du mur de Berlin, ont ensuite fait le lit de la relative popularité des organisations fondamentalistes qui pratiquent le terrorisme. Elles sont maintenant en mesure de frapper non seulement Israël mais aussi les États impérialistes dont les États-Unis.
29. Dans sa première étape du moins, le front diffus de la guerre néolibérale est le Moyen-Orient où la guerre, en Iraq et en Palestine, est déjà en cours, sur fond de plusieurs autres guerres civiles actives au sein de plusieurs nations dépendantes (Afghanistan, Cachemire, Sri Lanka, Mindanao, Tchétchénie, Aceh, Birmanie, Angola, Congo, Soudan, Algérie, Colombie...)
30. Le point faible majeur de la grande coalition antiterroriste sont les gouvernements des pays arabes et musulmans du Moyen-Orient coincés entre l'impérialisme et leurs propres peuples. L'anti-américanisme de ces peuples, qui va bien au-delà de l'appui minoritaire aux groupes fondamentalistes terroristes, est le tendon d'Achille de la grande coalition.

31. La collaboration des gouvernements dépendants est essentielle non seulement pour fournir des bases d'opération mais surtout comme sources de renseignement et comme véhicules de soutien à des groupes alliés sinon comme facteurs de stabilité. En effet, renseignements de terrain, liaisons étroites avec des forces oppositionnelles et contrôle des groupes fondamentalistes sont d'importantes faiblesses de l'appareil de guerre états-unien.
32. Une autre faille de la grande coalition anti-terroriste se trouve dans le sentiment démocratique et humaniste des peuples des pays impérialistes. On peut dire que dans la même mesure où l'impérialisme américain s'est servi du fondamentalisme islamique au Moyen-Orient il a aussi développé un discours démocratique dans sa lutte contre le « communisme » durant la guerre froide. Les peuples ont pris au sérieux ce discours et ne se gênent pas pour le confronter à une réalité qui ne s'y conforme pas. Ils le font d'autant plus que le développement des moyens de communication, malgré le contrôle des monopoles et l'information-spectacle, permet plus facilement de savoir, de communiquer et de s'organiser.
33. Les buts de la première bataille de cette guerre néolibérale sont la neutralisation du réseau d'Oussama ben Laden et l'imposition d'un nouveau régime en Afghanistan. Étant donné le secret militaire et les aléas de la guerre, il est difficile de savoir s'il sera possible de mettre la main sur ce réseau sans « dommages collatéraux » importants ou si la faiblesse du régime Taliban, en termes de moyens et de soutien populaire, l'amènera à livrer le réseau Al-Qaïda par des moyens détournés pour sauver sa peau.
34. L'opprobre généralisé du régime Taliban, particulièrement à cause de sa politique anti-femme extrêmement réactionnaire, facilite la justification des buts de guerre de l'impérialisme. En plus de la légitimité conférée par la lutte contre le terrorisme et contre la réaction, l'impérialisme se sert aussi comme alibi du « droit d'intervention humanitaire ». Des parachutages par l'aviation états-unienne jusqu'au livraisons des Nations unies et des ONG, l'approvisionnement du peuple afghan, même en quantité insuffisante, permet une bonne couverture médiatique dans le but de calmer l'anti-américanisme et rassurer les humanistes tout pouvant éventuellement servir de prétexte à l'envoi de troupes.
35. Les actes de guerre de l'impérialisme, que souhaitent éperdument les forces fondamentalistes, gagnent à ces dernières l'assentiment d'une grande partie des peuples musulmans. Ils transforment leur sentiment anti-américain en soutien aux forces fondamentalistes. De même en est-il de la récupération de la lutte pour les droits des peuples palestinien et iraquien par la propagande d'Al-Qaïda dont le but véritable est de chasser les infidèles (lire l'armée états-unienne) du sol sacré de l'Islam (lire l'Arabie saoudite).

36. Il n'est pas évident que la formule roi/conseil des anciens puisse s'imposer étant donné les contradictions entre le Pakistan et l'Alliance du Nord. Cette alliance est militairement faible, divisée, appuyée par des pays tièdes envers les ÉU (Inde, Russie, Iran), sans base dans l'ethnie majoritaire pachtoune et se distinguant peu politiquement de la réaction taliban.
37. Une base pachtoune, une alliance avec le Pakistan et une force militaire alternative à l'Alliance du Nord pourraient nécessiter l'intégration d'une partie des Talibans dit modérés à condition qu'ils renoncent au terrorisme et aux aspects les plus réactionnaires de leur politique anti-femme. Mais les « tribus » pachtounes du sud-est, les plus tièdes envers le régime Taliban, se laisseront-elles gagner par l'argent américain étant donné l'opprobre des bombardements ?
38. Comme les buts proclamés de la guerre sont l'éradication de tous les réseaux terroristes à portée globale et la soumission des États qui les soutiennent quitte à en changer le régime, la « guerre contre le terrorisme » s'étendra à tous les pays où, selon les ÉU et l'OTAN, se trouvent des bases terroristes ou qui appuient des réseaux terroristes réputés capables d'atteindre les territoires des pays impérialistes. Sont potentiellement dans la ligne de mire l'Iraq, le Tadjikistan, l'Ouzbékistan, le Soudan, la Libye, le Liban (la vallée de la Bekaa).
39. Une prise de pouvoir des forces fondamentalistes dans certains pays comme le Pakistan ou l'Indonésie ne serait pas impossible. Malgré, ou à cause de, son caractère réactionnaire, une telle prise de pouvoir ne serait pas incompatible avec l'ordre néolibéral en autant que le terrorisme serait régulé. Un anti-américanisme de façade servirait à la fois ces régimes, pour obtenir un soutien populaire, et les États impérialistes, pour justifier un État de sécurité nationale. Ainsi, la peur du terrorisme jouerait le même rôle idéologique et politique que la peur du communisme d'autrefois. C'est peut-être là une explication subliminale du peu de cas apparent des ÉU par rapport aux conséquences politiques de leurs bombardements.

### **Au Québec, un bilan plus sobre mais qui reste positif**

40. Avant le 11 septembre, avec la Marche des femmes, le Sommet des Amériques et l'élection de Mercier, la gauche québécoise, sociale et politique, avait certes obtenu un succès important de mobilisation, de votes et de déclaration. Mais elle n'en avait obtenu aucun gain ni socio-économique ni politique. Les femmes ont obtenu 10¢, les Libéraux ont gagné et la ZLÉA devrait être ratifiée en 2005 avec en prime une clause sur la *démocratie*. Quant aux suites, celles du Sommet de l'APEC à Vancouver ont causé plus d'ennui aux Libéraux que celles du Sommet des Amériques.

41. Ce bilan est différent de Seattle où les mobilisations ont contribué à l'échec du round du millénaire ; de Prague où les manifestations ont précipité la fin de la réunion et où la concertation de Havel fut un échec ; et de Gênes qui a mis en évidence une réunion du G-8 sans résultat qui s'est terminée en queue de poisson en plus de mettre sur la défensive le gouvernement Berlusconi du moins jusqu'au 11 septembre suite à la critique généralisée des mesures répressives ayant causé mort d'homme.
42. Le mouvement social québécois, après un mois ou deux d'illusions suite à avril, sortait de ce grand effort de mobilisation divisé – tout le contraire du Genova Social Forum – et essoufflé. Mais il réussissait à maintenir, après quelques pertes, le mouvement anti-globalisation et un mouvement d'unification de la gauche politique.
43. Le mouvement de la Marche des femmes s'est replié, ce qui était très apparent dans les faibles mobilisations du 8 mars 2001. Malgré un sursaut au Sommet des peuples, la Marche des femmes était disparue de la direction de la rencontre de la gauche de Porto Alegre à Mexico en août.
44. L'essoufflement de l'esprit de Mercier était apparent dès avant le 11 septembre comme le montrait un sondage du Devoir qui donnait 2.6% des intentions de vote à « Autres ». Les résultats des élections partielles sont un échec cuisant que ce soit par rapport à la balise de Mercier, même réajustée à la baisse pour tenir compte des particularités de Mercier (crises de l'organisation péquiste, possibilité de concentrer le militantisme dans un comté de gauche), ou de la balise de battre l'ADQ, ou même celle du Bloc Pot. On en revient presque aux résultats électoraux de la gauche en novembre 1998, le phénomène Chartrand en moins.
45. La construction de l'UFP par la base stagne après la création de seulement trois ou quatre comités locaux UFP. Mais ceux-ci continuent de fonctionner. La direction du RAP et du PCQ, comme celle du CCMM, freine l'élan de « l'esprit de Mercier » d'aller rapidement vers un parti unique multi-tendances, décentralisé, à parité femme-homme et contrôlé par ses membres de bas en haut. Après l'expérience de Mercier qui a révélé des problèmes de sexisme et d'individualisme, le fonctionnement du comité de liaison se révèle bureaucratique et avocassier. Mais il se réunit régulièrement et les débats essentiels s'y font malgré tout. Ce comité est devenu dans les faits le centre de direction de la gauche politique.
46. La haute direction du RAP rêve toujours de faire l'unité de la gauche en son sein, même après les partielles, malgré le souhait de sa base. Le PCQ, lourd de sa tradition, s'en tient toujours à une coalition renforcée. Le CCMM en revient à sa conception d'attendre la « gauche sociale » avant de fonder le parti et parle vaguement d'une superstructure dans laquelle le futur parti serait inséré en compagnie de la gauche sociale. Malgré la décision du

comité de liaison de septembre, il profite de son poids et de sa capacité de financement pour tenter de limiter le colloque à un autre happening « prise de parole » en limitant au minimum la discussion sur le type de parti et sa plateforme.

47. Le RQIC se fait discret après le reniement par les trois grandes centrales de la déclaration du Sommet des peuples. La FTQ, malgré un congrès qui se fera sur le thème de la « mondialisation », ne consent que sur le tard et sans enthousiasme à participer au Front commun contre l'OMC, poussé par certains de ses affiliés comme la SCFP, les Métallos et les Postiers dont la dynamique vient surtout du Canada anglais.
48. La Table de convergence, même si elle ne s'est pas dissoute, se montre incapable d'adopter un plan de travail tout en s'enlisant dans un débat sur les structures et sur la violence. Les Coalitions régionales Ontario-Québec-Halifax ont réussi à se réunir mais elles n'ont pu que convenir de se réunir de nouveau en février sans même s'entendre sur une déclaration commune, ceci après le 11 septembre.
49. Les événements du 11 septembre viennent surprendre le mouvement social québécois en l'état. En ordre dispersé, le mouvement des femmes et le mouvement anti-globalisation, complété par des secteurs internationalistes, ont pu organiser rapidement de modestes rassemblements publics. Mais les grands contingents du mouvement syndical et populaire restent à l'écart pour l'instant malgré une certaine mobilisation de leur noyau militant, parfois au nom de leurs organisations dans le cas du Canada anglais, mais sans que les bases suivent pour l'instant.
50. La multiplication de petites manifestations non ou mal coordonnées vont finir par s'épuiser à moins d'être relayées par une mobilisation de grands contingents syndicaux, femmes, étudiants et populaires. Sans ce relais, les noyaux militants, de plus en plus isolés, vont cuire dans leur jus voire s'entredéchirer. On se bute toujours à l'obstacle d'« clivage entre d'une part une jeunesse révoltée et guère organisée et d'autre part un "mouvement syndical et populaire" assez figé voire institutionnalisé ».
51. Tant les effets immédiats de la réaction impérialiste suite aux événements du 11 septembre que l'échec électoral du premier octobre n'ont pas fait imploser le comité de liaison, preuve que la nécessité stratégique de l'unité de la gauche politique est mieux comprise des partenaires. Mais le colloque, prévu en décembre, est retardé à une date indéterminée au printemps faute d'un intérêt de la gauche sociale malgré un intense démarchage par le CCMM. La vieille tactique du parti-processus, soit d'abord convaincre les bases syndicales avant de fonder le parti, se pointe le nez maintenant que s'est refroidi « l'esprit de Mercier ».

## Front uni anti-guerre et parti unifié antinéolibéral

52. Le mouvement anti-guerre s'unit autour d'une orientation contre la guerre, contre le racisme, pour la défense des libertés civiles. Mais les thématiques de la justice globale et de la liberté des peuples y sont peu présentes.  
**C'est là la base du front uni contre la guerre néolibérale et pour la justice globale et la liberté des peuples que nous voulons construire.**
53. Cette mouvance est composée d'un secteur démocratique-humaniste, sans doute le plus nombreux, dont l'orientation pourrait être résumée par le mot d'ordre : « la justice et non la guerre ». Tant que ce slogan signifie de publier les preuves de culpabilité du réseau Al-Qaïda et d'explorer toutes les ouvertures diplomatiques offertes par le gouvernement afghan au lieu d'avoir recours à tout opération de guerre, on ne peut qu'y souscrire comme solution immédiate. Il s'agit alors d'une revendication tactique mettant à profit les points faibles de l'impérialisme pour qui la lutte contre le terrorisme n'est qu'un prétexte.
54. Le slogan « la justice et non la guerre » peut cependant revêtir une signification plus stratégique en déviant vers l'acceptation de la guerre « limitée » présentée comme une action de police. Comme la justice doit être basée sur une législation, être rendue par un tribunal et être exécutée par des forces, ce courant en vient à invoquer les chartes onusiennes, à réclamer un tribunal international et l'intervention des Nations-unies. Plusieurs seraient même d'accord à ce que les ÉU s'en chargent étant donné la réalité des rapports de force.
55. Cette exigence, sans autre perspective, en vient donc à soutenir la justice des forts et des vainqueurs... c'est-à-dire l'injustice. De dire la directrice de l'AQOCI : « C'est évident qu'il faut punir les coupables [...] Je n'ai aucune objection à ce qu'on s'attaque aux bases des guérillas terroristes. De renchérir le président de la CSN : « D'autres moyens que des frappes massives, avec forces aériennes, maritimes et terrestres, sont à la portée des forces de l'O.N.U. pour identifier et traduire en justice les responsables des attentats du 11 septembre. Le recours au renseignement et des opérations ciblées sur le terrain, ménageant les populations civiles, sont préférables aux attaques entreprises. »
56. Ce « Non à la guerre !, Non aux terroristes ! » de l'AQOCI fait écho au « Ni l'OTAN, ni Milosevic » contre les bombardements de la Yougoslavie où il fallait se démarquer de ces secteurs de la gauche qui appuyaient critiquement le régime ultra-nationaliste yougoslave pourtant responsable des massacres bosniaques et du nettoyage ethnique kosovar. Là où l'appui populaire aux Talibans et au réseau Al-Qaïda est significatif, comme au Pakistan, il est nécessaire pour le mouvement anti-guerre de se démarquer

autant des Talibans que des États-Unis dans le sens « Ni bombardements ni Talibans ». Mais en Amérique du Nord, s'il faut souligner le caractère anti-raciste du mouvement anti-guerre, les mots d'ordre clefs doivent viser essentiellement l'impérialisme. Dans ce contexte, toute dénonciation du régime Taliban à égalité avec l'impérialisme est une justification implicite d'une intervention impérialiste limitée au nom de la « justice ».

57. La dénonciation de tous les fondamentalismes est certes nécessaire, particulièrement leurs politiques anti-femmes, mais en autant qu'on explique clairement que leur force relative leur vient en général des immenses souffrances dues aux politiques néolibérales envers les pays dépendants et en particulier de l'instrumentalisation de tous les fondamentalismes par l'impérialisme contre la volonté d'indépendance et de liberté des peuples des pays dépendants, en particulier des femmes. Sans cette explication, la dénonciation seule de ces Frankenstein pourrait suggérer une justification d'une intervention impérialiste « modérée » tout comme jadis la diabolisation du fascisme faisait le lit des fronts populaires.
58. Le rapport de forces est très défavorable aux forces de la paix, et aux forces de la démocratie en Afghanistan même. L'intérêt immédiat du peuple afghan est le rejet de toute opération militaire qui tue et fait fuir les civils et une aide alimentaire massive et rapide avant l'arrivée de l'hiver. C'est donc cela qu'il faut exiger et non pas une prétendue justice de la part de l'impérialisme sous couvert ou non des Nations unies. C'est ainsi qu'on commencera à créer les conditions matérielles pour que le peuples afghan règle lui-même ses problèmes politiques. Pourra venir ensuite l'aide massive au développement qui ne serait que des compensations dues au peuple afghan suite à 20 ans de guerre causée en dernière analyse par les rivalités de la guerre froide.
59. La mouvance anti-guerre a aussi son secteur anti-américain pour qui les ÉU ne sont pas loin d'être l'incarnation du mal. Leur cadre d'analyse a tendance à être la copie conforme renversée de celui du gouvernement états-unien. Il en résulte une critique lucide et forte de l'interventionnisme états-unien mais une critique molle ou absente du terrorisme de masse des groupes fondamentalistes dont l'effet politique est pourtant de renforcer l'impérialisme états-unien. Cette tendance est quelque peu présente chez une partie de la gauche nationaliste et chez une partie des tiers-mondistes.
60. La mouvance anti-guerre a aussi enfin son secteur gauchiste pour qui la lutte contre la guerre est une nouvelle occasion pour appeler au renversement du capitalisme et de l'impérialisme sans en passer par la médiation de revendications transitoires. Si ce courant contribue à donner une orientation stratégique nécessaire, il n'y suscite pas l'adhésion par son maximalisme.
61. C'est surtout dans ce secteur gauchiste que l'on trouve les partisans des tactiques de confrontation que soutenait une partie des classes travailleuses

avant le 11 septembre mais qui désormais n'ont qu'un effet d'isolement et de dissuasion. Il faut bien distinguer entre le principe de la « diversité des tactiques » qui est un rejet de toute condamnation morale, religieuse ou métaphysique de la confrontation au nom d'une abstraite violence – en autant que cette confrontation respecte l'intégrité des personnes – et l'utilisation de la confrontation ou de telle tactique de confrontation dans telle situation concrète.

62. Construire le front uni contre la guerre néolibérale et pour la paix avec justice globale nécessitera donc de lutter contre ces courants d'idée et en particulier contre le pragmatisme humanitaire qui sont prêts à se réconcilier avec un interventionnisme limité et humanitaire, à effacer donc la démarcation avec le camp de la guerre, et le gauchisme qui en éloigne les grands contingents ouvriers et populaires.

63. La construction de ce front uni commande un rajustement de notre plateforme anti-globalisation afin de l'élargir aux grands contingents syndiqués, femmes, étudiants et populaires. Cette plateforme précise l'orientation générale du front contre la guerre néolibérale et pour la justice globale en demandes concrètes, liées à la conjoncture, facilement compréhensibles ou explicables, difficilement récupérables par les auteurs de guerre et débouchant sur une dynamique anticapitaliste :

## **Contre la guerre néolibérale, contre le racisme et le sexisme**

### **Pour la paix, pour la justice globale et pour la liberté des peuples**

#### **1. Contre la guerre, pour la liberté des peuples**

- Aucune opération militaire quelle qu'elle soit, d'abord contre le peuple afghan, particulièrement aucune participation canadienne
- Aide alimentaire massive et immédiate au peuple afghan sans gains d'avantages militaires ni autres liens de dépendance
- Publication des preuves contre le réseau Al-Qaïda et négociations avec le gouvernement afghan pour juger ce réseau
- Aucune imposition d'un nouveau gouvernement en Afghanistan sans le consentement du peuple afghan
- Programme de reconstruction de l'Afghanistan financé par les puissances impérialistes
- La fin de l'occupation de la Palestine et le démantèlement des colonies
- La fin de toute opération militaire hors frontière en commençant par les bombardements de l'Iraq et le Plan Colombie
- L'interdiction de tout embargo lésant le bien-être des peuples en commençant par celui contre l'Iraq
- Le démantèlement de toute base militaire à l'étranger et des alliances militaires telles l'OTAN et NORAD

## **2. Contre la répression, contre le racisme et le sexisme, pour la démocratie et la justice**

- L'interdiction de moyen pouvant tuer ou blesser contre des manifestants respectant l'intégrité des personnes
- Aucune détention arbitraire ou préventive, droit d'appel des candidates à l'immigration et des réfugiées, soutien aux victimes d'actes racistes et sexistes
- Des élections proportionnelles à tous les niveaux avec parité femme/homme
- L'implantation d'un processus de budget participatif sur le modèle de Porto Alegre
- La transformation de l'Assemblée générale de l'ONU en parlement mondial y compris une chambre des nations
- L'instauration par ce parlement mondial d'un tribunal international anti-guerre et anti-terroriste qui pourra aussi poursuivre les États

## **3. Contre le libre-échange, la libéralisation des capitaux, les privatisations et la déréglementation**

- La sortie de l'ALÉNA et référendum sur tout accord de libre-échange
- Le démantèlement de l'OMC et du FMI, y compris ses PAS
- L'annulation inconditionnelle de la dette publique, d'abord celle du tiers monde
- La taxation des mouvements de capitaux, d'abord internationaux, et l'interdiction des paradis fiscaux
- Un réinvestissement immédiat dans les services publics, la protection environnementale, les programmes sociaux et l'emploi des jeunes, d'au moins 10 milliards \$ pour le Québec
- La hausse de 100% du salaire minimum et de l'assistance publique
- La syndicalisation par simple enregistrement et l'interdiction des injonctions et lois spéciales
- La priorité absolue des transports publics, de l'efficacité énergétique et des énergies douces
- La priorité absolue à l'agriculture biologique et à la foresterie durable

64. Comme notre but est de construire un front contre la guerre qui incorpore les grands contingents syndicaux, femmes, étudiants et populaires, il faut privilégier la participation dans les regroupements larges où nous pouvons être en contact avec leurs militantes. Dans les instances syndicales, femmes, étudiantes et populaires, il nous faut proposer une coalition de syndicats, d'associations de femmes et étudiantes et d'ONG semblable à celle qui est en train de se former au Canada anglais.

65. À court terme, le conservatisme des milieux syndicaux, renforcé par la peur des pertes d'emplois qui s'ajoute à la peur sécuritaire rend improbable une mobilisation importante de ce secteur. La plupart des directions syndicales

ou ont fait une critique très modérée des politiques guerrières ou sont demeurées silencieuses.

66. Il faut donc s'appuyer d'abord sur la capacité de mobilisation de la jeunesse, particulièrement étudiante, contre la guerre. Déjà au Cégep de Hull, près de 300 étudiantes ont séché les cours le 3 octobre pour marcher jusqu'à l'ambassade des ÉU. Leur mise en mouvement pourra servir de vecteur pour rallier les autres. On doit y proposer des comités anti-guerre là et ailleurs quand c'est possible. Il faut aussi considérer les possibilités auprès des groupes de femmes.
67. Les coalitions anti-globalisation peuvent, quand elles sont suffisamment fortes, se transformer en coalitions anti-guerre tout en conservant leur aspect anti-globalisation. En effet, l'aspect justice globale est souvent faible dans les appels et plates-formes des actuels coalitions anti-guerre. Quant aux coalitions anti-globalisation plus faibles, elles peuvent se coaliser ou former des regroupements avec des coalitions anti-guerre les plus larges tout en y apportant l'aspect justice globale. Conserver des structures différenciées entre mouvement anti-globalisation et mouvement anti-guerre ne sauraient que diviser des forces déjà faibles.
68. Au Canada anglais s'organise la Coalition du 11 septembre autour du CTC, du Conseil des Canadiens et Canadiennes, du Syndicat des travailleurs et travailleuses des postes, du SCFP, de la Fédération canadienne des étudiants et des étudiantes et d'une vingtaine d'autres organisations. Au Québec, le PDS, le RAP et le PCQ appellent à une coalition contre la guerre dont ont accepté de faire partie le CCMM, Alternatives, les Verts, International Socialist, la GOMM, la CLAC et le groupe contre l'hystérie et la guerre. La coalition québécoise souhaite se coordonner avec la coalition du 11 septembre pour organiser une action mobilisatrice commune en novembre. À Québec, la manifestation d'OQP du 9 novembre contre l'OMC, devient une marche pour la paix et contre l'OMC et est reprise comme action vers laquelle tous les groupes de la nouvelle table de concertation convergeront. Inutile de souligner qu'il y a là **l'espoir d'une reprise, tôt ou tard, de l'initiative par les forces coalisées anti-guerre et anti-néolibéral autour de la gauche politique et syndical et de la jeunesse étudiante.**
69. Les partis de gauche, en particulier le PDS, et l'UFP doivent aussi participer aux coalitions les plus larges tout en y soulignant l'aspect justice globale mais aussi l'aspect liberté des peuples qui est aussi faible dans les coalitions contre la guerre. Déjà tant le PDS que l'UFP ont adopté des déclarations soulignant l'importance de revendications spécifiques pour arrêter la guerre contre la Palestine et l'Iraq.
70. La construction d'un parti de gauche unifiée, dans la nouvelle conjoncture de guerre néolibérale, est l'occasion d'en faire le parti de la paix, de la justice globale et de la liberté des peuples. Inutile de dire que les aspects

internationalistes de sa plate-forme doivent être renforcés et publicisés. De même que les parties de la plate-forme qui défendent les droits des femmes, des communautés culturelles, des immigrantes et des réfugiées, et des peuples autochtones comme la défense et la promotion de la démocratie en général.

71. La liaison avec la gauche sociale est un problème stratégique crucial que le report de la fondation du parti ne peut que... retarder. Pour que la gauche politique puisse dialoguer avec la gauche sociale elle doit exister de la façon la plus crédible possible. Être un parti unifié, même petit, est plus crédible que d'être une coalition et encore plus que le dispersement. On aura ainsi commencé à corriger l'énorme déséquilibre, en termes d'effectifs, de finances, d'appareil et d'influence entre les deux gauches.
72. Une fois que le parti existe, il doit proposer une méthode de dialogue avec la gauche sociale. Cela peut être un processus de plate-forme participative à la Porto Alegre : par exemple proposer aux groupes sociaux d'élaborer des éléments programmatiques à partir d'un canevas et d'envoyer un/des délégués à un comité synthèse qui prépare une proposition pour un congrès du parti. Cela peut être la suggestion de campagne de recrutement interne et la constitution de « club » du parti à l'intérieur des structures syndicales, étudiantes, etc..
73. Il faut que le parti unifié existe le plus rapidement possible. L'attentisme ne peut créer que l'incertitude et la démobilisation. On ne sait plus quoi construire. Alors soit on se replie sur nos petits groupes et on laisse tomber notre objectif stratégique de construction d'un parti de gauche de masse, soit on se limite à un travail de construction de front uni contre la guerre. L'alternative de consulter la gauche sociale en maintenant l'entre-deux actuel n'est pas crédible. De même la construction d'unités de base locales et régionales du futur parti en sera entravée.
74. La construction de Gs ne peut se substituer à la construction d'un parti unifié de la gauche antineolibérale. Cette gauche n'est ni marxiste ni révolutionnaire dans sa grande majorité et ne le deviendra pas prochainement. Mais il existe de grands pans des classes travailleuses qui veulent un programme de paix, de démocratie participative et de justice sociale. L'option d'un parti de masse marxiste-révolutionnaire n'est pas à l'ordre du jour dans un horizon prévisible. À moins de penser que le prolétariat québécois n'a pas besoin d'un parti ouvrier même s'il n'était que social-démocrate à l'ancienne, la construction de ce parti est une nécessité historique qui demeure notre grande priorité, commande toute notre attention et doit retenir le meilleur de nos efforts.
75. Le repli sur Gs aurait comme effet de nous amener à donner la priorité à un tête-à-tête avec les gauchistes anarchisant au sein du mouvement anti-

globalisation et anti-guerre (à moins de se contenter d'un pur travail opportuniste de front uni). Pour l'écrasante majorité de cette jeunesse qui se gargarise de vocabulaire radical pouvant paraître séduisant à première vue, ce n'est que soit une expérience de jeunesse soit une déviation consolidée irrécupérable. Tout au plus vaut-il la peine de garder contact avec un ou l'autre individu qui ont sincèrement en vue l'intérêt du plus grand nombre et non pas une révolution mythique.

76. La complexité des tâches soit de construction d'un parti unifié soit d'un front uni dans une conjoncture qui vient de prendre un tournant majeur, et qui pose de pressantes questions sécuritaires, demande un resserrement du centralisme démocratique dans Gs. La production de PV, rapports d'activités et discussions afférentes doit s'amplifier sur notre liste de discussion avec les précautions sécuritaires nécessaires. Ainsi l'information nécessaire à la prise de décision collective pourra-t-elle être centralisée... ce qui suppose le renforcement des directions à tous les niveaux pour faire ce travail de centralisation. Il faut un responsable de la coordination, des responsables de branches et aussi des responsables nationaux et de branches au moins dans nos deux secteurs d'activité stratégique, soit la construction du parti unifié et du front uni anti-guerre.

Marc Bonhomme, 17 octobre 2001